

Contre les inégalités : grève et rapport de force !

Au nom d'une croissance moins forte que prévu, Bruno Le Maire annonce que l'État va devoir se serrer la ceinture de 10 milliards d'euros supplémentaires. Comme il est hors de question d'augmenter les recettes, donc les impôts, la calculatrice du ministre des finances est tombée sur les ministères chargés de trouver la plus grande partie des milliards qui ne seront pas dépensés. Autrement dit d'agent-es et de moyens pour les services publics en moins, voire d'aides à la rénovation de logements alors que Gabriel Attal a prétendu faire du logement une priorité dans son discours de politique générale. Dans ce gouvernement on n'est pas à un reniement près. France Compétence, l'organisme qui finance l'apprentissage et qui est structurellement en déficit depuis sa mise en place en 2019 sera également mis à contribution.

Rappelons que 10 milliards d'euros c'est seulement 10 % du montant des dividendes distribués aux quelques centaines d'actionnaires du CAC 40 en 2023. Mais au lieu de mettre à contribution les milliardaires Pinault, Arnault ou Dassault, Bruno Le Maire préfère prendre au service public.

C'est l'inégale répartition des richesses qui crée les désordres sociaux. Et ce n'est pas par une nouvelle loi Pacte qui « simplifiera les procédures », raboutera les délais de contestations des licenciements aux prud'hommes ou encore relevera les seuils de représentations des personnels dans les entreprises qui corrigera le tir. Comme toujours ce sont les pauvres qui paient inmanquablement la facture : le ruissellement selon Macron, ce sont les pauvres qui doivent arroser les plus riches !

La justice sociale passe par la construction du rapport de force. Les grèves de secteurs parfois massives comme celles des contrôleurs de la SNCF ce week end montrent la voie. L'Union syndicale Solidaires appelle à amplifier le mouvement partout dans les entreprises et les administrations pour obtenir notre dû !

Les aiguilleurs du rail le week end des 24/25 février, les prestataires le 13 mars, la fonction publique le 19 mars mais également le 8 mars pour les droits des femmes et l'égalité, construisons ensemble une alternative pour l'égalité et la justice sociale, exigeons de fortes revalorisations salariales et des minimas sociaux, de vraies créations d'emploi et de meilleures conditions de travail !